

## BULLETIN MENSUEL D'ANALYSE

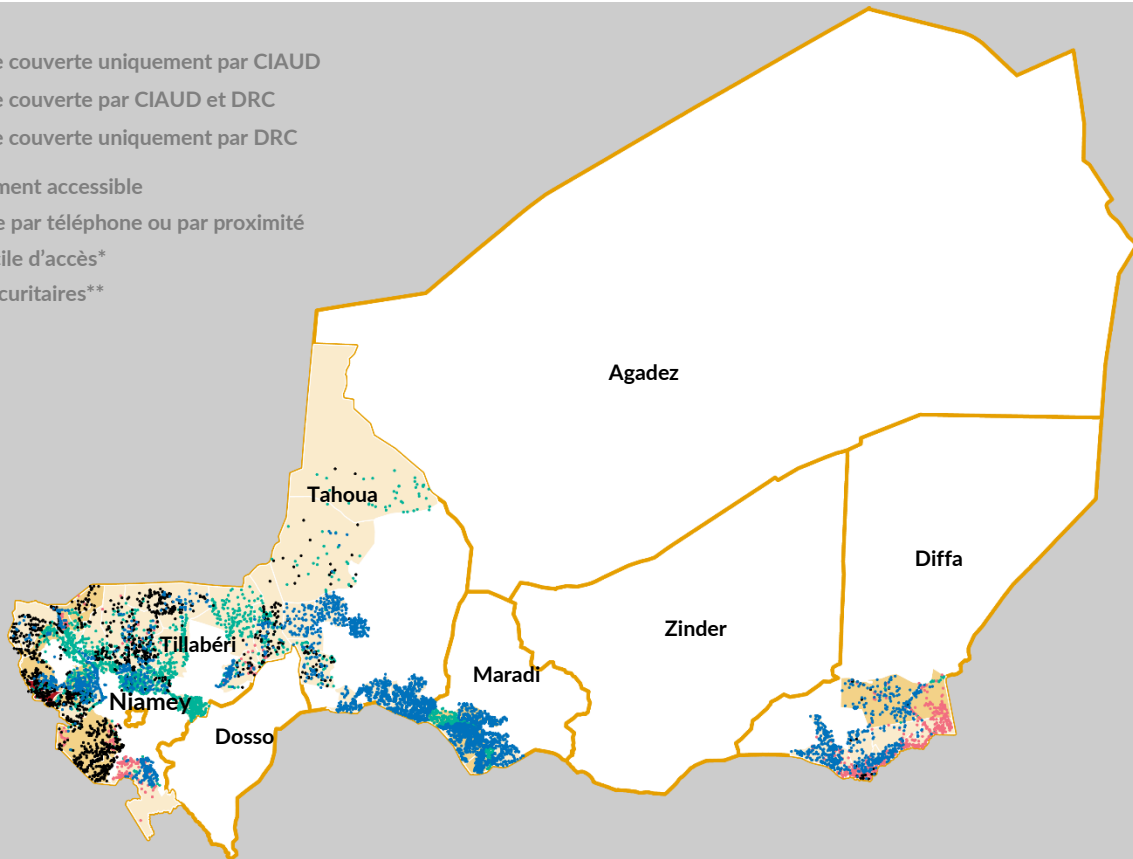
NIGER

RÉGIONS : DIFFA, MARADI, TAHOUA ET TILLABERI

PÉRIODE : OCTOBRE 2023

ZONES DE COUVERTURE DE COLLECTE DE DONNÉES

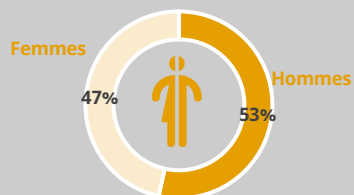
- Commune couverte uniquement par CIAUD
- Commune couverte par CIAUD et DRC
- Commune couverte uniquement par DRC
- Physiquement accessible
- Accessible par téléphone ou par proximité
- Très difficile d'accès\*
- A défis sécuritaires\*\*



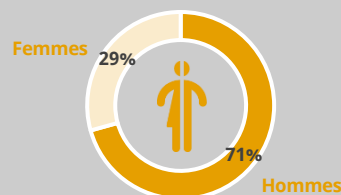
### CHIFFRES CLÉS



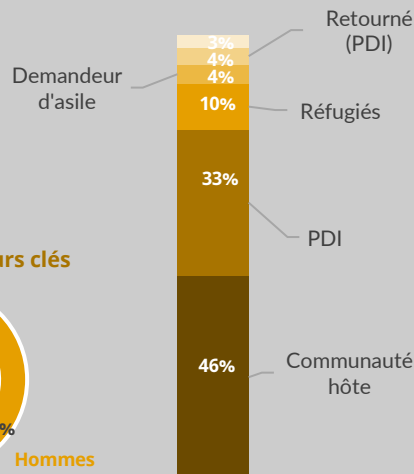
#### Ménages



#### Informateurs clés



### Statut par répondant



### Nombre de répondants par département (Top 10)

Chetimari (Diffa)	20%
N'Guigmi (Diffa)	17%
Gueskérou (Diffa)	14%
Kablewa (Diffa)	11%
Diffa (Diffa)	11%
Téra (Tillabéri)	6%
Mainé Soroa (Diffa)	6%
Torodi (Tillabéri)	5%
Guidan Roundji (Maradi)	5%
Sakoïra (Tillabéri)	5%

\*Très difficile d'accès : Localités non déclarés inaccessibles par le gouvernement, cependant, les moniteurs n'y ont pas accès

\*\* A défis sécuritaires : Localités déclarés inaccessibles par le gouvernement

Financé par FCDO (Foreign, Commonwealth & Development Office ), co-piloté par HCR et DRC au niveau régional et au niveau pays (Niger-Mali-Burkina Faso-Tchad), le projet de monitoring régional de protection (P21) est un outil inter-agences complémentaire aux autres outils de collecte de données du **monitoring de protection dans les zones affectées par la crise sécuritaire et humanitaire au Niger (collecte d'incident, référencement, sensibilisation, mouvement de population)** et permet de produire des analyses de protection basées sur des données probantes de perception collectées dans quatre régions du Niger (Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri). Les analyses contribuent à la compréhension de l'environnement de protection au Niger et de :

- **Soutenir les acteurs de protection à faire une programmation basée sur des données probantes ;**
- **Contribuer à une meilleure coordination opérationnelle et transfrontalière ;**
- **Contribuer à l'effort de mobilisation de ressources ;**
- **Favoriser un plaidoyer commun pour une meilleure sensibilisation au niveau régional et global sur la crise de déplacement forcé.**



## PRINCIPALES TENDANCES OBSERVEES PAR REGION



Le contexte sécuritaire dans la région de Maradi a connu un calme relatif au mois d'octobre. Selon les communautés interviewées, l'accalmie serait due à la fin des récoltes hivernales qui offre plus de visibilité et de mobilité aux forces militaires et aux groupes d'autodéfenses pour la sécurisation des zones. Les sources du monitoring ont rapporté 20 incidents au cours de cette période contre 24 incidents en septembre. Malgré ce calme relatif, il a été rapporté une série d'enlèvements contre demandes de rançon. Au total, 20 personnes (4 femmes et 16 hommes), ont été enlevées dont 5 enfants âgés entre 3 à 14 ans. Ces enlèvements suivis de demandes de rançons et des menaces de morts sur les victimes constituent une véritable pression psychologique et financière pour les familles des victimes.

### Maradi



La région de Diffa s'est encore distinguée par des incidents liés aux enlèvements des personnes par les groupes armés contre demandes de rançon et les risques liés aux engins explosifs improvisés (EEI). Ces typologies d'incidents continuent de peser sur la sécurité et le bien-être des populations civiles. En effet, 12 personnes ont été victimes d'enlèvement contre demandes de rançon au cours de cette période et un engin (EEI), a sauté au passage d'un véhicule faisant au moins une victime civile. Cet environnement sécuritaire imprévisible accentue les incertitudes et la peur au sein des communautés. Il en ressort une nouvelle fois lors des entretiens avec les informateurs clés, des inquiétudes sur les cas rapportés de viols, d'agressions sexuelles/physiques contre les personnes victimes d'enlèvements en particulier les femmes et les enfants.

### Diffa



La région de Tillabéri a été marquée par une nette hausse du nombre d'incidents sécuritaires et de protection. Ainsi, 103 incidents ont été rapportés par les sources du monitoring en octobre contre 59 au mois de septembre. Cela illustre la volatilité de la situation qui influence particulièrement l'environnement de protection. Les assassinats et les agressions physiques contre les civils perpétrés par les GANE se sont multipliés. Au total, on dénombre 14 personnes tuées et 15 autres victimes de coups et blessures graves. L'on note aussi les incidents constants liés aux enlèvements de personnes (7 victimes), par les GANE pour suspicions de complicité avec des autorités/FDS et/ou refus de collaboration. Il faut noter que les victimes d'enlèvement dans la région de Tillabéri n'ont pas la chance d'être libérées contre rançon contrairement aux autres régions (Maradi et Diffa). Celles qui ne réussissent pas à s'échapper de leur propre initiative sont assassinées par leurs ravisseurs au bout d'un temps de captivité.

### Tillabéri



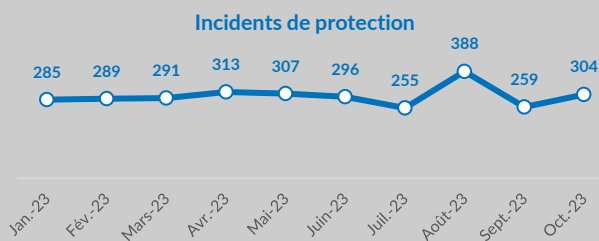
Au mois d'octobre la région de Tahoua se distingue par les conflits entre éleveurs et agriculteurs et les extorsions de biens. Le nord de la région à une vocation pastorale et les quelques rares espaces cultivables constituent une source de tensions entre ces deux communautés surtout en cette période de récoltes et de libération des champs. Les sources du monitoring ont rapporté des affrontements avec des blessés enregistrés de part et d'autre parmi des éleveurs et agriculteurs. L'on note les extorsions des biens en espèces et en nature dont plus de 12 millions FCFA et au moins 400 têtes de bétails (petits et gros ruminants), prélevés par les GANE sur les membres de la communauté au cours de cette période.

### Tahoua



## I. ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION

L'environnement de protection au sein des communautés reste préoccupant au regard de la situation sécuritaire imprévisible. Lors des entretiens individuels, les personnes interrogées évoquent l'avenir avec pessimisme et expriment toutes leurs inquiétudes face à une crise devenue insaisissable à leurs yeux. 49% des personnes enquêtées au mois d'octobre affirment avoir connaissance d'un ou plusieurs incidents ayant eu lieu dans leurs zones de résidence au cours des 30 derniers jours précédents l'enquête contre 47% au mois de septembre.



L'évolution en dents de scie du nombre d'incidents sécuritaires et de protection observée au cours des trois derniers mois témoignent de la sévérité du contexte global. Cela conforte également les craintes exprimées par les populations sur la sécurisation des personnes et des biens à court et moyens termes. 304 incidents ont été rapportés par les sources du monitoring au mois d'octobre contre 259 incidents en septembre et un pic atteint de 388 incidents en août (voir courbe des incidents). Les incidents du mois d'octobre ont fait plus de 700 victimes/survivants (es) directs, 95% sont des adultes et 5% d'enfants et les communautés hôtes sont les plus affectées 84%, suivi par les déplacés internes 10%, les réfugiés 4% et autres (retournés), 3%.

65% des personnes interrogées estiment que la crise sécuritaire est à l'origine de la dégradation de l'environnement de protection au sein des communautés, 26% estiment que cela est lié au changement des temps qui occasionnent les mauvaises récoltes saisonnières et qui fragilisent le pouvoir économique des ménages et familles et 9% pensent que l'effritement du tissu social et la rareté d'entraide communautaire en est responsable.

La triangulation des données de protection au mois d'octobre illustre la complexité de l'environnement de protection dans lequel vivent les populations au niveau des quatre régions suivies. 46% des répondants affirment rencontrer des restrictions de mobilité dans leur environnement immédiat et pour les voyages contre 38% en septembre. Cet indicateur est en hausse dans un contexte où les facteurs de restrictions de mobilité des personnes s'accroissent (activités des groupes armés, couvre-feu, opérations militaires etc.). Il faut noter aussi la fermeture continue des frontières avec les pays voisins (Nigéria, Bénin), dans le cadre des sanctions de la CEDEAO depuis les événements du 26 juillet 2023.

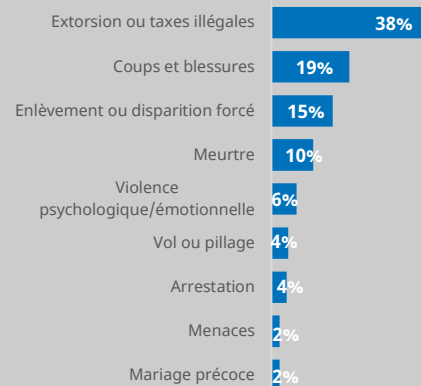


## II. IMPACT DES INCIDENTS SUR LA POPULATION CIVILE (FOCUS SUR LES EXTORSIONS DE BIENS)

Les incidents sécuritaires et de protection (attaques, tueries, enlèvements, viols, agressions physiques etc.), perpétrés majoritairement par les groupes armés (69%), est l'un des principaux facteurs qui pèse sur la sécurité physique, l'unité des familles, la santé mentale et psychosociale des membres et la cohésion au sein des communautés.

Au mois d'octobre 102 incidents liés aux extorsions de biens appartenant aux membres de la communauté ont été rapportés par les sources du monitoring, soit 38% du nombre total des incidents du mois. Plus de 600 têtes de bétails (gros et petits ruminants) et au moins 15 millions FCFA ont été extorqués au cours de cette période. Ces actes sont commis par les GANE sous diverses formes notamment le prélèvement sur les biens et propriétés, les taxes en espèces, le vol/pillage etc.

### Principaux incidents de protection



78% des personnes enquêtées estiment que les extorsions de biens contribuent à l'effondrement du pouvoir d'achat des ménages et 22% pensent que les mouvements multiples de populations avec des pertes et/ou abandon des biens accentue la vulnérabilité des personnes face aux risques de protection (séparation familiale, violences conjugales/basées sur le genre, enfants séparés etc.).

Il ressort également que la fin de la période de récolte hivernale est mise à profit par les groupes armés en particulier dans les régions de Tillabéri et Tahoua pour faire des prélèvements forcés sur les récoltes champêtres. Dans un contexte marqué par la baisse des assistances humanitaires, des restrictions sur l'accès humanitaires et les sanctions économiques de la CEDEAO qui pèsent sur le Niger, les extorsions de biens sont évoquées par les communautés comme préoccupation majeure qui affectent leurs capacités de résilience.

A tout cela s'ajoute les demandes de rançon contre libération des personnes civiles enlevées qui s'observent dans les régions de Diffa et Maradi. En plus des menaces et peurs des familles pour la vie des proches détenues, ces familles vendent des biens de diverses valeurs (champs) où s'endettent pour réunir d'importantes sommes d'argent que réclament les ravisseurs. Cette situation appauvrit davantage les communautés et les expose aux risques multiples des mécanismes néfastes de survies (vols, banditisme urbain, sexe de survie etc).



### III. EDUCATION SCOLAIRE

Le mois d'octobre marque la rentrée scolaire 2023-2024 au Niger, dans un contexte où les familles et les communautés sont confrontées à une crise multiforme (sécuritaire, économique, politique etc.). La problématique d'accès à l'éducation est particulièrement alarmante dans les zones affectées par l'insécurité au niveau des régions de Diffa, Maradi, Tillabéri et Tahoua.

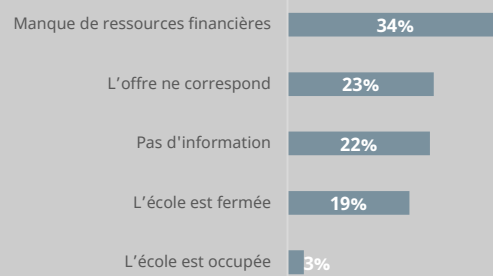
26% des personnes interviewées au cours de cette période affirment que l'environnement scolaire des enfants n'est pas sûr, contre 21% au mois de septembre. Entre autres causes évoquées il y a la fermeture des écoles, les menaces des groupes armés contre le personnel enseignant et les familles.

Lors des entretiens avec les informateurs clés, il ressort qu'à l'approche de la rentrée scolaire en fin du mois de septembre 2023, des groupes armés ont régulièrement effectué des incursions (Tillabéri) et proféré des menaces contre les familles qui enverraient leurs enfants à l'école. Ces menaces sécuritaires qui s'ajoutent à la précarité socioéconomique qui prévaut au sein des communautés rendent la reprise du chemin de l'école difficile pour les enfants et les parents.

Selon les données du ministère de l'Éducation nationale et du cluster Protection (décembre 2022), 890 écoles sont fermées pour cause de l'insécurité dans les régions de Tillabéri, Tahoua, Maradi et Diffa et cela touche directement 77 919 enfants dont 38 394 filles (soit 49,3%). Il ressort des entretiens et des observations directes réalisés par le monitoring sur le terrain que l'environnement sécuritaire et les infrastructures scolaires n'ont pas positivement évolué malgré la rentrée scolaire en cours. L'analyse des données de perceptions indique que 87% enfants touchés par la fermeture des écoles sont de la tranche d'âge comprise entre 6-12 ans et 13% de la tranche d'âge de 13-18 ans. Cela révèle que les écoles primaires sont d'avantages affectées que le niveau secondaire.

Les informateurs clés soulignent avec inquiétude le nombre toujours élevé d'enfants déscolarisés dans leurs zones du fait de l'insécurité et des risques que courent ces enfants face aux multiples menaces (recrutement, banditisme armés, mendicités etc.).

#### Principales raisons de déscolarisation

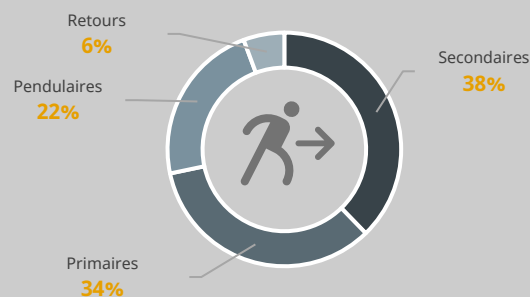


### IV. DYNAMIQUE DES MOUVEMENTS DE POPULATION

La tendance sur les mouvements de populations s'est maintenue au mois d'octobre, notamment la hausse des mouvements secondaires et pendulaires et la baisse relative des mouvements primaires observées au cours des deux derniers mois. Les sources du monitoring ont rapporté des mouvements de 283 ménages de plus de 1900 personnes arrivées dans les localités des régions de Maradi et Tillabéri.

21% des personnes enquêtées disent avoir observé des mouvements de populations dans leurs zones au cours des 30 derniers jours précédents

#### Typologies de mouvements observés



l'enquête contre 19% au mois de septembre. Les entretiens avec ménages révèlent que la dynamique des mouvements de populations est très souvent tributaire des typologies d'incidents/menaces sécuritaires observées et des difficultés d'accès aux assistances humanitaires. 34% des mouvements observés au mois d'octobre sont primaires, 38% secondaires, 22% pendulaires et 6% sont des retours dans les zones d'origine.

La triangulation des données de protection montre également que la proportion des femmes et enfants reste la plus élevée parmi les déplacés forcés, suivi des personnes âgées. 73% des personnes enquêtées justifient cela par le fait que les menaces sécuritaires pèseraient davantage sur les hommes notamment les bras valides que les femmes, enfants et personnes âgées. 27% explique que l'exode rurale des hommes bras valides à la recherche de travail et/ou activités génératrices de revenus seraient à l'origine de cette disparité. En effet, les communautés affirment que les hommes désertent massivement les localités affectées du fait qu'ils sont les premiers ciblés des groupes armés et ceux qui seraient restés effectuent des déplacements de nuits pour échapper aux attaques.

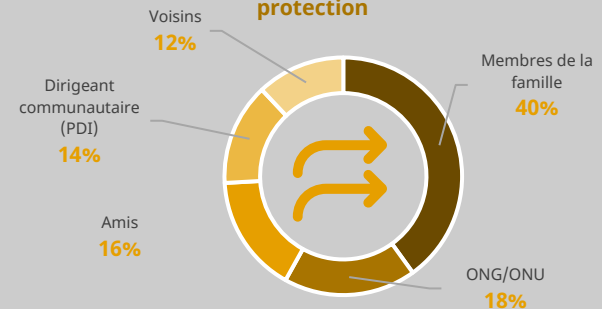


## V. REPONSES DE PROTECTION

Le contexte sécuritaire et sociopolitique continu de restreindre l'accès aux zones d'accueil et de retour des déplacés forcés pour les acteurs humanitaires et de protection. Cela impacte négativement les capacités de réponses aux multiples besoins de protection identifiés.

Le mécanisme de monitoring a identifié et documenté 413 personnes à besoins spécifiques dont 302 femmes/filles et 111 hommes/garçons dans les quatre régions d'intervention. Les catégories de besoins spécifiques identifiées sont entre autres les femmes cheffes de ménages, les malades sévères et chroniques, les personnes âgées seules etc. L'ensemble des cas identifiés ont bénéficié de référencement auprès des structures et acteurs de prise en charge spécialisé notamment les centres de santé, les organisations non gouvernementales (NRC, APBE, ALIMA, Croix Rouge etc). Les principales assistances faites aux cas de protection sont apportées par les membres de la familles (40%), les ONG/ONU 18%, les dirigeants communautaires 14% (voir graphique).

Principales assistances faites aux cas de protection



Il faut noter qu'à la suite des mouvements de populations observés dans les régions de Diffa et Tillabéri les évaluations multisectorielles et de protection ont été conduite par les acteurs (ACF, DRC, AREN), sur les sites d'accueil et ont permis d'identifier les besoins multisectoriels des personnes en mouvement y compris les besoins de protection (soutien psychosocial, gestion de cas d'enfants à risque ou séparés, prise en charge des besoins spécifiques etc). Des séances de sensibilisation ont été effectué sur la scolarisation des enfants, la cohésion sociale et la documentation civile sur les sites d'accueils des déplacés forcés.

En plus des difficultés d'accès aux zones pour les acteurs de réponse de protection, les communautés soulignent rencontrer aussi les problèmes d'accès aux services sociaux de bases (santé, eau et assainissement, éducation etc), lors des entretiens. Ces services sont soit inexistant, non fonctionnels ou partiellement fonctionnels.

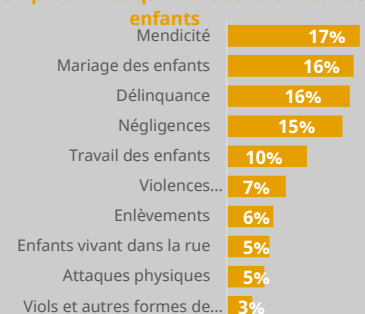


## VI. PROTECTION DE L'ENFANT

La protection des enfants dans un environnement sécuritaire et humanitaire toujours plus difficile constitue un défi majeur à la fois pour les communautés, que pour les acteurs de protection. 61% des personnes enquêtées estiment que les enfants sont exposés aux mêmes risques sécuritaires (assassinat, enlèvement, agression, menace etc).

Cet indicateur est en hausse constante du fait que de plus en plus les groupes armés s'attaquent directement et intentionnellement aux enfants ce qui n'était pas le cas au début de la crise dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Maradi.

Principaux problèmes qui menacent la sécurité des enfants



Au mois d'octobre, 93 enfants dont 54 filles et 39 garçons ont été victimes / survivants (es) directs d'incidents de protection au niveau des quatre régions. 5 enfants ont été enlevés contre demande de rançons dans la région de Maradi, 12 enfants ont été victimes d'agressions physiques/sexuelles et de viol à Tillabéri et Diffa et la tranche d'âge des victimes/survivants (es), varie entre 3 et 14 ans. La nature de ces incidents corrobore la perception des communautés sur les risques et dangers que courent les enfants. Les entretiens ménages révèlent que les incidents qui touchent directement les enfants affectent davantage le moral des familles et parents directs des victimes. La mendicité (17%), mariage (16%), la délinquance sont entre autres des risques auxquels les enfants sont exposés au sein des communautés (voir graphique), en plus des incidents individuels qui les touchent directement.

L'analyse des données du mois d'octobre montre aussi qu'il n'y a pas eu d'amélioration significative sur l'accès et la disponibilité des services pour les enfants. 49% des personnes interviewées affirment que les enfants n'ont pas accès aux services de protection spécifiques et les seuls services disponibles sont les aides médicales et le soutien des parents proches.



## VII. VIOLENCE BASEE SUR LE GENRE (VBG)

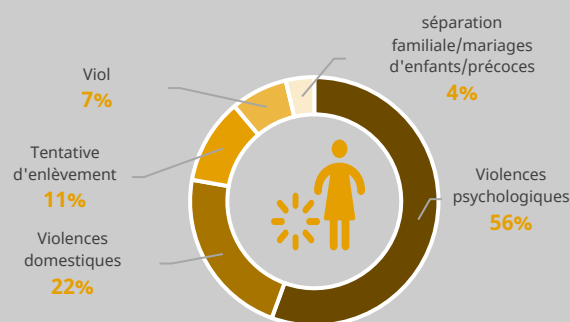
L'analyse comparative des données de protection au mois d'octobre montre une tendance en baisse du nombre de cas de VBG rapportés par les sources du monitoring. 15% des personnes enquêtées affirment avoir constaté l'augmentation du nombre de cas de VBG au sein de leur communauté au cours des 30 derniers jours précédant l'enquête contre 19% au mois de septembre et 23% au mois d'août. L'interprétation des données collectées explique cette baisse par la réduction du nombre d'incursions des groupes armés dans les villages/zones d'accueil et des actions de sensibilisation et dissuasion au sein des communautés effectuées par divers acteurs (autorités, leaders, organisations non gouvernementales, les bénéficiaires etc).

30 cas de VBG ont été rapportés par les sources du monitoring au cours de cette période contre 96 cas en septembre. Les typologies des cas rapportés sont les mariages d'enfants (8 cas), les viols (3 cas), les agressions physiques et violences psychologiques (19 cas), 93% des survivants (es) sont des femmes/filles et 7% des hommes/garçons. Ces cas spécifiques ont été référés aux acteurs de protection et ont bénéficié de prise en charge médicale, psychosociale et kits de dignité. Entre autres typologies de VBG observées en octobre 2023 il faut noter les violences domestiques 22% les violences psychologiques 56% (voir graph)

**46% des personnes enquêtées affirment que les survivants (es), n'ont pas accès à des services de prise en charge du fait de l'inexistence et/ou de la distance avec les services. 37% des enquêtés estiment que les survivants (es) ont accès aux services d'aide médicale et sociale et seuls 17% affirment que les survivants (es) ont accès aux services de soutien psychosocial, d'aide médicale, d'aide sociale et légale.**

**63% des personnes enquêtées affirment que les survivants (es) ne sont pas satisfaits des services qui leur sont offerts par les acteurs de prise en charge et les raisons avancées sont, entre autres, la lenteur entre l'évaluation des besoins et la délivrance du service, l'absence d'espace sûr pour passer les messages (sensibilisation à travers les causeries), qui garantit la confidentialité et la prise en charge partielle des besoins identifiés. 37% des répondants estiment que les survivants (es) sont satisfaits des services qui leurs sont délivrés par les prestataires de service.**

Principaux cas de VBG



## VIII. MESSAGES CLES

**Dans le cadre de la planification humanitaire 2024, il est important pour les acteurs d'impliquer et d'informer davantage les partenaires locaux (communautés, leaders et autorités), à travers des rencontres et des feedbacks sur les activités prioritaires en matière de protection (VBG, PE, cohésion sociale, documentation civile), en 2024.**

**Dans un contexte de restriction croissante d'accès aux zones d'accueil des déplacés forcés, il est nécessaire de renforcer les capacités des structures étatiques déconcentrées/décentralisées pour le déploiement des services de protection de l'enfance, de VBG, cohésion sociale etc.**

**La non reprise du chemin de l'école à l'occasion de la rentrée scolaire 2023-2024, de plusieurs milliers d'enfants pour cause d'insécurité dans les régions de Tillabéri, Tahoua, Diffa et Maradi expose ces enfants à toutes sortes de risques ou menaces face auxquelles les acteurs de protection doivent mettre en œuvre des activités de prévention et de réinsertion en soutien aux efforts de l'Etat.**